

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR NORD

CONSULTATION N°2025-01

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Prestations en courants faibles liés à l'installation, la modification, la création, l'extension ou la dépose des systèmes de pré-cablage dans les sites du Ministère de l'Intérieur de la Zone de Défense Nord

**Nord (lot 1)
Pas-de-Calais (lot 2)
Somme/Aisne/Oise (lot 3)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 – Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 – Dispositions générales.....	4
1.3 – Prestations similaires.....	4
ARTICLE 2 – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	4
3.1 – Pièces particulières.....	4
3.2 – Pièces générales.....	5
3.3 – Autres pièces particulières.....	5
3.4 – Environnement réglementaire.....	5
ARTICLE 4 – DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES.....	5
4.1 – Identité des contractants.....	5
4.2 – Identification de l'exploitant.....	6
ARTICLE 5 – CLAUSES DE SÛRETÉ.....	6
5.1 – Contrôle de la liste nominative du personnel.....	6
5.2 – Conditions d'accès aux sites sécurisés.....	6
5.3 – Obligations de confidentialité.....	6
6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE.....	6
6.1 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	7
6.2 – Convention collective applicable.....	7
ARTICLE 7 - DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	7
7.1 – Clauses environnementales.....	7
7.2 – Clauses d'insertion par l'activité économique.....	7
ARTICLE 8 – RÉPARATION DES DOMMAGES.....	8
ARTICLE 9 – ASSURANCES.....	8
ARTICLE 10 – MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT.....	8
10.1 – Remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).....	8
10.2 – Modalités de paiement du titulaire.....	8
10.3 – Envoi dématérialisé.....	9
10.4 – Délais de paiement.....	9
10.5 – Déclaration et paiement des sous-traitants.....	9
10.6 – Nantissement.....	10
ARTICLE 11 – CLAUSES DE FINANCEMENT.....	11
11.1 – Retenue de garantie – cautionnement.....	11
11.2 – Avance et remboursement de l'avance.....	11
ARTICLE 12 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX.....	11
12.1 – Forme de prix.....	11
12.2 – Révision de prix.....	11
12.2.1 – Valeurs de base.....	11
12.2.2 – Révision des prix.....	12
12.3 – Clause de sauvegarde.....	12
ARTICLE 13 – PÉNALITÉS.....	13
13.1 – Généralités.....	13
13.2 – Application des pénalités.....	13
13.3 – Avertissement.....	14
ARTICLE 14 – CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	14
14.1 – Généralités.....	14
14.2 – Clause d'exclusivité.....	14
14.3 – Bons de commande.....	14
ARTICLE 15 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION.....	15
15.1 – Opération de vérification.....	15
15.2 – Décision après vérification.....	15
15.3 – Transfert de propriété.....	15
15.4 – Garantie.....	15
15.5 – Clause de réexamen.....	16
15.6 – Formalisation des modifications.....	16
15.7 – Évolution de la législation.....	16
ARTICLE 16 – RÉSILIATION.....	16
ARTICLE 17 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.....	16
17.1 – Force majeure.....	16

17.2 – Contestations et litiges.....	17
17.3 – Défaillance.....	17
17.4 – Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
ARTICLE 18 – SERVICE ET CONSEIL.....	18
ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	18

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 – Objet de l'accord-cadre

Le présent descriptif a pour objet de définir l'ensemble des fournitures et fixer les règles d'ingénierie et les spécifications techniques à respecter pour les prestations en courants faibles liés à l'installation, la modification, la création, l'extension ou la dépose des systèmes de pré-câblage dans les sites du Ministère de l'Intérieur pour la zone de défense et de sécurité Nord, regroupant les départements suivants : Nord (59), Pas-de-Calais (62), Aisne (02), Somme (80) & Oise (60).

L'offre consiste, pour le soumissionnaire, à fournir des coûts unitaires moyens des prestations détaillées décrites dans le bordereau des prix, de façon qu'à partir de celles-ci, l'administration puisse composer l'ensemble des prestations correspondant à l'opération à réaliser sur un site qui fera l'objet du bon de commande.

1.2 – Dispositions générales

L'accord-cadre, régi par le présent cahier des clauses administratives particulières, est issu d'une procédure de passation formalisée (appel d'offres ouvert), soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-3 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Ce marché fait l'objet d'un allotissement défini dans la consultation n°2025-01, composé de trois lots répartis sur trois zones géographiques. Ces lots sont les suivants :

N° du lot	Intitulé du lot	Montant HT maximum par an
1	Nord	500 000,00 €
2	Pas-de-Calais	70 000,00 €
3	Aisne / Somme / Oise	70 000,00 €

Le lot n°1 « Nord » comprend également les prestations sur les sites établis à l'étranger, en Angleterre et en Belgique. Les éventuels coûts engendrés par les formalités administratives sont à la charge du titulaire.

1.3 – Prestations similaires

L'administration se réserve le droit de passer un ou des accords-cadres de prestations similaires conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre issu de la consultation n°2025-01 est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de la date fixée lors de la notification.

Il est reconductible tacitement trois fois pour des périodes d'un an.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, les titulaires ne pourront pas refuser les reconductions.

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision au titulaire via la plateforme des achats de l'État (PLACE), 2 mois avant la date anniversaire du début des prestations.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

3.1 – Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux accords-cadres de

fournitures et services (CCAG-FCS – arrêté du 30 mars 2021), les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) de chacun des lots et leurs annexes :
 - annexe 1 : insertion par l'activité économique ;
 - annexe 2 : bordereau des prix unitaires (BPU).
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
 - annexe 1 : cahier des spécifications techniques générales (2011, version 3.3) pour les systèmes de câblage pour réseaux de communication du Ministère de l'Intérieur.
- les documents additifs ainsi que les questions et réponses communiquées pendant la mise en concurrence, objet de la consultation n°2025-01.

Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi. La signature de l'acte d'engagement emporte adhésion aux CCAP et CCTP et à l'ensemble des pièces contractuelles listées à l'article 3 du présent CCAP. Les originaux des documents mentionnés ci-dessus, sont conservés par l'administration et font seuls foi.

3.2 – Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois précédant la remise de l'offre. Ils comprennent l'ensemble textes publiés et applicables sur le territoire français pris sous forme de lois, décrets, arrêtés, circulaires, codifié ou non, ainsi que tous les textes administratifs nationaux ou locaux, applicables dans le cadre de l'exécution des marchés issus de la consultation n°2025-01, notamment le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS – arrêté du 30 mars 2021).

3.3 – Autres pièces particulières

- Le cadre de mémoire technique ;
- le mémoire technique complémentaire éventuel, spécifique à chaque lot de la consultation n°2025-01, remis par le titulaire lors du dépôt de son offre ;
- le dossier des ouvrages exécutés (DOE) suivant l'ordre de service de réception des travaux ;
- les actes spéciaux de sous-traitances et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché concerné.

3.4 – Environnement réglementaire

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

NOTA : les pièces générales, bien que non jointes à la consultation n°2025-01, sont réputées connues des titulaires des marchés, issus de cette même consultation, et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

ARTICLE 4 – DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES

4.1 – Identité des contractants

Les parties signataires de chaque marché sont :

- d'une part, le pouvoir adjudicateur :
 - l'État,
 - le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Nord.
 - la personne responsable de l'exécution du marché est le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur (SGAMI).
- d'autre part, l'opérateur économique : l'entreprise ou le mandataire d'un groupement d'entreprises signataires désigné dans les pièces du marché concerné sous le terme « titulaire ». Le mandataire sera, en cas de groupement, celui proposant la plus large assise financière parmi les membres du groupement.

Le suivi de l'exécution courante du marché est assuré pour les questions d'ordre :

- technique par Messieurs DUFOUR Christophe et MANTEL Nicolas
 - christophe.dufour2@interieur.gouv.fr
 - nicolas.mantel@interieur.gouv.fr

- administratif par le bureau des marchés publics – sgami-nord-bmp@interieur.gouv.fr

4.2 – Identification de l’exploitant

Le titulaire devra avoir fourni, à l’appui de sa candidature, les informations précises sur la structure de sa société, incluant le montant et la répartition de son capital social, ainsi que l’organigramme financier de son groupe d’appartenance avec ses différentes filiales.

ARTICLE 5 – CLAUSES DE SÛRETÉ

5.1 – Contrôle de la liste nominative du personnel

L’entreprise qui effectue les prestations, qui nécessiteront l’accès à un site du ministère de l’Intérieur, sera tenue de fournir à l’administration, pour accord du service bénéficiaire, une liste nominative des personnes susceptibles d’intervenir sur le site (personnel du titulaire, de ses co-traitants, de ses sous-traitants, intérimaires ou travailleurs indépendants), au maximum 15 jours avant la date de début des prestations (ou a minima, 15 jours avant la date de planification des prestations).

Cette liste précisera les noms, prénoms, dates et lieux de naissance, et adresses de chacun des salariés ainsi qu’une photocopie de leur pièce d’identité (carte d’identité, passeport ou carte de séjour).

En cours d’exécution de l’accord-cadre, l’entreprise signalera à l’administration tout changement de personne au moins 48 heures à l’avance. Le prestataire ne pourra justifier en aucune manière un retard d’exécution dû au contrôle d’identité de son personnel.

5.2 – Conditions d’accès aux sites sécurisés

Le titulaire devra se conformer aux exigences de sécurité du site établies par la personne publique. Le personnel devant pénétrer sur un site ou une enceinte sécurisée devra être au préalable habilitée par le service bénéficiaire et se verra ou non délivrer une carte d’accès provisoire. En fonction de l’activité sur le site, le service bénéficiaire pourra refuser à quiconque l’accès à ses locaux à certains jours ou certaines heures.

Par dérogation à l’article 32.2 du CCAG-FCS, l’administration se réserve le droit d’interdire l’accès aux locaux des sites du ministère de l’Intérieur et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées, par elle, indésirables sans être tenue d’en préciser le motif. Cette disposition s’applique également aux co-traitants et sous-traitants.

5.3 – Obligations de confidentialité

Le titulaire s’engage par le présent acte à ne pas divulguer les informations contenues dans tout document, et à prendre toutes dispositions, mesures nécessaires à l’égard de son personnel et éventuels sous-traitants pour assurer, sous sa responsabilité, que cette confidentialité soit préservée.

Le titulaire s’engage également à restituer tout document et à détruire tout support contenant les informations échangées au terme normal ou anticipé du contrat.

Il est également tenu de prendre toute disposition pour que cette confidentialité soit préservée.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l’administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l’engagement des poursuites pénales adaptées à la gravité de l’infraction constatée.

5.4 – Respect des principes de la République

Le titulaire du marché s’engage à respecter, et à faire respecter par les agents les principes de la République conformément à l’article 1 de la loi 2021-1109 du 24 août 2021.

6 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE

6.1 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est responsable de l'application de la réglementation du travail, du respect des règles d'hygiène, de sécurité et de la réglementation en vigueur.

Dès la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution des prestations, les titulaires doivent remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'ils ont ou non l'intention de faire appel pour l'exécution du marché à des salariés de nationalité étrangère. Dans l'affirmative, ils doivent certifier que ces salariés sont, ou seront, autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger du titulaire de chaque marché le remplacement d'un de ses membres du personnel affecté qui se serait rendu coupable de manquements graves ou préjudiciables dans le cadre professionnel, ou qui n'aurait pas les qualifications ou compétences requises pour assurer les prestations contractuelles.

6.2 – Convention collective applicable

Le personnel est soumis aux dispositions du code du travail et de la convention collective nationale du personnel des entreprises en vigueur.

Le titulaire communique au responsable des sites du ministère de l'Intérieur la convention collective applicable à ce personnel qui doit être en mesure d'en prendre connaissance.

ARTICLE 7 - DÉVELOPPEMENT DURABLE

7.1 – Clauses environnementales

En application de l'article R.2111-12 du code de la commande publique, les conditions d'attribution du marché comportent des éléments qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

Ainsi le titulaire devra s'efforcer, sur site et/ou en amont du site de préserver l'environnement par les mesures d'ordres suivantes :

- la gestion et la valorisation des déchets (notamment en termes de tri et de recyclage) ;
- le recours à des matériels prenant en compte des critères de développement durable ;
- l'utilisation de produits garantis non néfastes pour l'environnement (écolabels européens / certifications écolabels) ;
- réduction de l'empreinte carbone : le titulaire s'engage à mesurer et réduire son empreinte carbone, par exemple, par une réduction drastique du plastique des emballages, en optimisant les trajets de transport ou en privilégiant la mobilité douce (moyens de transport à faible empreinte carbone tel que vélo, transports en commun, véhicules électriques).

Dans son mémoire technique, le titulaire fournira les engagements qu'il prendra dans le cadre du marché sur l'ensemble des points cités ci-dessus et pourra proposer des mesures complémentaires.

Dans le cadre de réponse au projet fictif, le titulaire détaillera les actions qu'il met en œuvre pour s'efforcer à respecter les exigences environnementales définies.

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'attachera à respecter les dispositions de la Directive 2011/65/UE relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

7.2 – Clauses d'insertion par l'activité économique

Dans le cadre de ce marché, l'acheteur fait le choix de mobiliser, conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, une condition d'exécution qui comportera une action d'insertion par l'activité économique obligatoire sur l'ensemble du marché.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par un facilitateur de la clause sociale au sein de :

Mission Emploi Lys-Tourcoing

Dans le cadre de la mise en place de la clause sociale, le titulaire complète le « formulaire de demande d'insertion par l'activité économique » (annexe 1 à l'acte d'engagement), lequel précise les modalités de mises en œuvre de la clause.

ARTICLE 8 – RÉPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés, du fait de l'exécution du marché, au personnel ou aux biens du :

- pouvoir adjudicateur par le titulaire sont à la charge du titulaire ;
- titulaire par le pouvoir adjudicateur sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 10 – MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT

L'accord cadre s'exécute sur la base de bons de commande.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre.

Les prix sont unitaires pour les prestations telles que définies par le BPU (annexé aux actes d'engagement).

10.1 – Remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

Les titulaires des accords-cadres de la consultation n°2025-01 fourniront l'ensemble des DOE dans un délai de 15 jours calendaires maximum suivant l'ordre de service de réception des travaux (EXE6) relatifs aux prestations de chaque bon de commande.

Le règlement de la facture est conditionné à la transmission par le titulaire du marché de l'ensemble des DOE conformément au CCTP, des plans et autres documents à fournir de manière dématérialisée après exécution des prestations par le titulaire de l'accord-cadre concerné.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la remise de la totalité de ces documents pour procéder à la vérification de leur conformité. À l'expiration de ce délai, les documents sont réputés acceptés. En cas de non-conformité, le titulaire est soumis à la pénalité prévue à l'article 13.2 du présent cahier des charges.

10.2 – Modalités de paiement du titulaire

Les factures correspondant à chaque bon de commande doivent mentionner au minimum les indications suivantes :

- la référence du marché (objet et date) ;

- le numéro d'engagement juridique (EJ) ;
- la nature des prestations ;
- le nom, numéro de SIREN et adresse du titulaire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire ;
- le montant total HT ;
- le taux de TVA ;
- le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- la date, le numéro de facture et la signature du titulaire.

Le numéro d'EJ doit figurer sur la facture dans le cas contraire elle ne pourra être traitée.

10.3 – Envoi dématérialisé

Il est fait application de l'article 11 du CCAG-FCS pour les modalités de règlement des comptes.

Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes ;
- le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte ;
- les acomptes correspondent aux prestations exécutées.

En application du décret 2019-748 du 18 juillet 2019, au 1er janvier 2020, toutes les entreprises titulaires d'un marché public avec l'État doivent dématérialiser l'envoi de leurs factures en utilisant le portail :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

**Code service exécutant de la plateforme CHORUS : MI5PLTF059
SIRET : 11 000 201 100 044**

Ce dispositif permet aux entreprises, après inscription, de saisir en ligne leur facture ou d'en déposer en version PDF, cela permet ainsi de transmettre de façon directe et sécurisée des informations à la plate-forme d'exécution financière pour prise en charge et mise en paiement, de suivre l'avancement du traitement de ses factures dématérialisées. Cette solution gratuite pour l'entreprise offre l'avantage de fluidifier la relation à l'administration et de faciliter le paiement des prestations.

10.4 – Délais de paiement

Sur la base des factures reçues du titulaire du marché, les sommes dues par l'administration au titulaire sont payées dans un délai de 30 jours. Ce délai, appelé délai de paiement dans le présent CCAP, court de la date de réception de la facture au Centre de Services Partagés CHORUS à la date de virement par le comptable.

Passé ce délai, des intérêts moratoires, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 €, sont dus. Le taux d'intérêt est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

10.5 – Déclaration et paiement des sous-traitants

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'utilisation du formulaire DC4 est recommandée (disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>).

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- la référence aux lignes de postes du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire correspondant aux prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les

- modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et s'il a fourni une attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le silence du pouvoir, adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique).

Toute demande d'agrément d'un sous-traitant devra être signée à la fois par le titulaire du marché qui désire sous-traiter et par le sous-traitant envisagé (possibilité d'utiliser le formulaire DC4 téléchargeable gratuitement).

L'entrepreneur s'engage à ne pas faire intervenir un sous-traitant qui ne serait pas agréé par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après notification de l'agrément de l'acte spécial de sous-traitance.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € toutes taxes comprises (articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique), le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, si elles ne sont pas prévues par le marché, sont constatées par un avenant ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés, ci-dessus, ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement aux sous-traitants.

Modalités de paiement direct

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans l'accord-cadre.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à sa demande d'acompte ou au projet de décompte la facture du sous-traitant (avec la mention TVA auto-liquidée, dans le cas où l'auto-liquidation s'applique), ainsi qu'une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler par le représentant du pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique). La demande d'acompte ou le projet de décompte du titulaire doit faire apparaître la part des prestations qui lui sont propres et la part des prestations sous-traitées avec, le cas échéant, la mention d'autoliquidation de la TVA.

Si le titulaire est un groupement d'entreprises :

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique).

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

10.6 – Nantissement

Il sera fait application des dispositions prévues par l'article R.2193-22 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 – CLAUSES DE FINANCEMENT

11.1 – Retenue de garantie – cautionnement

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

11.2 – Avance et remboursement de l'avance

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, si le montant de l'accord-cadre excède 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance pourra être versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement.

Son montant est égal à 30 % du montant initial du marché (en prix de base) si le délai "N" d'exécution de l'accord-cadre exprimé en mois n'excède pas douze mois.

Il est égal au produit de ces trente pour cent (30 %) par 12/N ("N" étant exprimé en mois) si le délai "N" dépasse douze mois.

Le mandatement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le remboursement de cette avance sera effectué lorsque le montant cumulé des factures présentées par l'entrepreneur atteint ou dépasse 50% du montant initial (hors TVA) du marché.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000,00 € HT susvisé et si le délai des prestations est supérieur à deux mois.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 25% du montant des prestations sous-traitées et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

ARTICLE 12 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

12.1 – Forme de prix

Les prix sont libellés en euros et unitaires sur la base de bons de commande. Ils comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres et plus généralement tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

Les prix comprennent les frais de déplacement ainsi que l'ensemble des frais annexes de toutes sortes. Ils sont libellés en euros hors TVA. En cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant des études et de l'exécution des prestations (y compris déplacements, fournitures et élimination des déchets), incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix sont révisibles dans les conditions du paragraphe suivant.

12.2 – Révision de prix

12.2.1 – valeurs de base

Les prix de l'accord-cadre issu de la consultation n°2025-01 sont réputés sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

L'indice « o » correspond aux valeurs des paramètres du mois zéro, précisé à l'acte d'engagement.

12.2.2 – révision des prix

La révision des prix interviendra une fois par an, à la date anniversaire du début des prestations du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'accepter une révision de prix exceptionnelle en application des indices ci-dessous, dans le cas où la conjoncture serait susceptible de bouleverser l'équilibre économique du marché.

L'application de cette révision exceptionnelle sera appréciée par le représentant du pouvoir adjudicateur en tenant compte d'éléments mesurables et quantifiables fournis par le titulaire.

Les prix du marché seront révisés par application de la formule suivante :

	Indices de référence	Intitulés des indices / intitulé de l'indice
A	001710979	Index du bâtiment - BT47 - Électricité - Base 2010
B	001565183	Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'oeuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Indices mensuels - Industries mécaniques et électriques (NAF 25-30 32-33)

Ces indices s'appliquent pour l'ensemble des prix des prestations concernées par le présent CCAP.

La révision s'applique selon la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times ((0,5 \times \frac{A_n}{A_0}) + (0,5 \times \frac{B_n}{B_0})))$$

Dans laquelle :

P_n = prix révisé, hors TVA

P_0 = prix au mois M_0 , hors TVA

A_n ; B_n = valeur des derniers indices définitifs et publiés à la date anniversaire du début de l'accord-cadre.

A_0 ; B_0 = valeur des indices de référence à la date d'établissement des prix au mois M_0 .

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi à la quatrième décimale supérieure.

Le titulaire soumet les révisions de prix au bureau des marchés publics du SGAMI Nord pour validation à l'adresse courriel suivante : sgami-nord-bmp@interieur.gouv.fr à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

À ce titre, le titulaire joindra le détail du calcul du taux de révision, dans le respect de la formule paramétrique et des indices mentionnés ci-avant, ainsi que le bordereau des prix révisés.

Les nouveaux montants s'appliqueront à compter du lendemain de la date anniversaire du début de prestations de l'accord-cadre.

12.3 – Clause de sauvegarde

Si, pendant le délai contractuel, le coût des prestations subit une variation de plus ou moins 3% durant une année contractuelle, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque (fixation de nouveaux indices plus adaptés). Un avenant sera alors rédigé.

Cependant, le titulaire devra apporter la preuve qu'il n'est pas à l'origine de ces dérives provoquées par une mauvaise exécution de ces prestations.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, aucune des deux parties ne pourra ignorer ou refuser une telle demande, faute de quoi, la partie lésée pourra résilier le marché sans indemnité.

Il en serait de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation venait à être changée, ou s'il cessait d'être publié, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

ARTICLE 13 – PÉNALITÉS

13.1 – Généralités

Par dérogation de l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités ne seront pas limitées dans leurs applications. De même, en cas de constat de plusieurs manquements, ces dernières pourront être cumulées.

Les pénalités listées à l'article 13.2, sont établies par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

13.2 – Application des pénalités

L'application d'une pénalité n'exclut en rien la responsabilité du titulaire sur les conséquences indirectes des prestations (non ou mal exécutée).

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure auxquelles seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité, de gaz, des fluides thermo-frigorifiques et d'eau du fait des compagnies distributrices.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur formalisera les manquements, les pénalités sus-visées, sur le formulaire officiel EXE13 et transmettra celui-ci via l'appli PLACE sans mise en demeure préalable. Le montant des pénalités sera imputé par réfaction sur facture.

Événement	Montant de la pénalité (HT)
Non transmission de documents demandés par l'administration	50,00 € par jour calendaire de retard
Non respect des mesures de sécurité prévues à l'article 1.4.2 du CCTP	500 € par événement
Transmission d'un DOE non conforme aux exigences spécifiées à l'article 1.6.2 du CCTP	250,00 € par événement
Non respect des délais relatifs au devis « classique » : <ul style="list-style-type: none">délai de fourniture d'un devis : 10 jours calendaires à compter de la demande de l'administration.délai de démarrage des travaux : 21 jours calendaires à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.	50,00 € par jour calendaire de retard
Non respect des délais relatifs au devis « prioritaire » : <ul style="list-style-type: none">délai de fourniture d'un devis : 2 jours ouvrés à compter de la demande de l'administration.délai de démarrage des travaux : 7 jours calendaires à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.	100,00 € par jour calendaire de retard
Retard dans l'exécution des opérations	100,00 € par jour calendaire de retard
Sous-traitant	1 000,00 € par sous-traitant non déclaré

Pour les pénalités non listées ci-dessus, les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent.

13.3 – Avertissement

Dans le cas de prestations non conformes ou lors de retard, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire un avertissement par courrier postal ou par courriel afin de remédier aux non-conformités constatées. Si, dans un délai raisonnable, le titulaire n'a pas assuré une prestation normale, le représentant du pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable, aucun délai n'est alors requis. En particulier, en l'absence de technicien compétent, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prendre toute mesure d'urgence, sans que le titulaire défaillant ne puisse décharger sa responsabilité, ni invoquer alors le cas de force majeure.

Les pénalités continuent de s'appliquer pendant la période où le représentant du pouvoir adjudicateur, ou un tiers, assure la fourniture ou la prestation à la place du titulaire.

Les présentes clauses s'appliquent sans préjudice de résiliation possible, conformément aux articles 29 à 33 et 38 à 44 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques du titulaire pourra donc être décidée dans le cadre d'une décision de résiliation ou en dehors d'une décision de résiliation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté de retirer du marché les prestations que le titulaire se révélerait incapable de réaliser correctement et d'effectuer en conséquence les réfections de prix sur les redevances correspondantes.

ARTICLE 14 – CONDITIONS D'EXÉCUTION

14.1 – Généralités

L'absence d'un ou plusieurs membres du personnel, pour quelque raison que ce soit, ne saurait, sauf cas de force majeure, dispenser le titulaire du marché concerné de garantir la continuité de l'exécution des prestations. En cas d'indisponibilité d'un membre du personnel quelle qu'en soit la cause, le titulaire procède à son remplacement temporaire de telle sorte que la continuité des prestations est garantie.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de l'arrêt de travail programmé et des mesures qu'il entend prendre pour satisfaire à ses obligations contractuelles. En tant que de besoin, une réunion de travail est organisée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour examiner les mesures prises. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de considérer que la continuité du service n'est plus assurée et de prendre les mesures nécessaires pour rétablir la prestation aux frais exclusifs du titulaire concerné. Ceux-ci viendront dans ce cas s'imputer sur le montant des sommes qui auraient été dues au titulaire du fait de l'exécution normale

En cas de carence du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à d'autres prestataires et à en faire supporter le coût au titulaire concerné par réfaction sur les sommes qui auraient été dues du fait de l'exécution normale des prestations.

14.2 – Clause d'exclusivité

En cas d'impossibilité du titulaire d'assurer les prestations dans les délais prévus au présent accord-cadre, l'administration se réserve la possibilité de déroger au principe d'exclusivité. Les pénalités demeurent applicables en cas de sollicitation d'un autre prestataire.

14.3 – Bons de commande

L'exécution du présent accord-cadre s'effectue par bons de commande émis par les personnes habilitées au fur et à mesure des besoins. Ils préciseront notamment l'adresse du site pour l'exécution des prestations.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les prestations pourront s'exécuter jusqu'à 6 mois après l'expiration de la durée de cet accord-cadre.

Les prestations devront être effectuées dans le strict respect des prescriptions administratives et techniques figurant dans le présent CCAP.

Les chefs de service responsables des locaux arrêtent en accord avec le représentant du prestataire, les conditions

pratiques de la réalisation des prestations.

Les bons de commande seront notifiés au titulaire par l'un des moyens défini ci-dessous via CHORUS formulaire.

La date de réception du bon de commande par le titulaire de l'accord-cadre tient lieu de notification de la commande.

Le délai d'exécution court à compter de la réception du bon de commande.

ARTICLE 15 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

15.1 – Opération de vérification

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre.

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par le service au moment de la livraison sur site et en application des articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

15.2 – Décision après vérification

A l'issue des opérations de contrôle et de suivi de prestations, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

15.3 – Transfert de propriété

L'article L. 2194-1 du code de la commande publique s'appliquera lorsqu'un nouveau titulaire remplace le titulaire initial de l'accord-cadre dans un des cas prévus à l'article R. 2194-6.

Le titulaire ne peut sous-traiter ni céder le présent accord-cadre sans autorisation expresse préalable et écrite du représentant du pouvoir adjudicateur. Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate de l'accord-cadre au tort exclusif du titulaire.

Le transfert de propriété se matérialisera par un acte modificatif signé par les parties.

Plus largement, en cas de modifications affectant le titulaire, celui-ci transmettra au pouvoir adjudicateur :

- un extrait du journal d'annonces légales précisant les modifications inhérentes au statut de l'entreprise ;
- le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire ;
- un extrait K BIS de moins de trois mois ;
- les attestations d'assurance.

Si les modifications définies ci-dessus sont de nature à compromettre l'exécution de l'accord-cadre (insuffisance des capacités du nouveau titulaire notamment), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre selon l'article 40 du CCAG-FCS.

En cas de changement de représentant du pouvoir adjudicateur, notamment dans le cadre d'une transformation de l'entité juridique (changement de nom, fusion avec d'autres administrations...), le titulaire de l'accord-cadre aura l'obligation de poursuivre les prestations, services dans les mêmes conditions techniques et économiques que le présent accord-cadre. Une modification ou mise au point de marché stipulant la nouvelle organisation de compétence administrative sera établie.

Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur a la faculté de résilier l'accord-cadre de plein droit, sans indemnité et sans préavis.

Le titulaire ainsi informé doit proposer au représentant du pouvoir adjudicateur un acte modificatif entérinant le changement de titulaire. Il doit poursuivre les prestations du marché jusqu'à son terme normal si le représentant du pouvoir adjudicateur ne décide pas la résiliation.

15.4 – Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de

notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur. Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, par décision du pouvoir adjudicateur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

15.5 – Clause de réexamen

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, le présent marché prévoit la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de procéder aux modifications suivantes en cours de marché. Les clauses de réexamen seront mises en œuvre sur décision du pouvoir adjudicateur et formalisée par un acte modificatif au marché.

15.6 – Formalisation des modifications

Toute modification, tant sur le contenu que sur la forme des prestations à réaliser dans le présent marché, devra respecter le code de la commande publique (articles R.2194-1 à R.2194-10) et être actée par un acte modificatif. Les prestations, ainsi que leurs conditions administratives et techniques énoncées dans le présent marché, prévalent à défaut d'éléments contradictoires spécifiés par un acte modificatif.

15.7 – Évolution de la législation

Si au cours du contrat la législation portant sur les prestations à réaliser, tant sur la forme que sur le mode d'exécution, viennent à évoluer, le titulaire aura l'obligation de s'y conformer. Si ces évolutions ont une incidence directe sur les prestations contractées, elles pourront faire l'objet d'un acte modificatif.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions fixées aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En complément à l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre peut être également résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur et sans indemnité, à l'issue de la période ferme et à tout moment de l'exécution de l'accord-cadre, si le titulaire refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les mesures prescrites dans le présent CCAP. Il est bien entendu que ces mesures demandées restent dans les compétences du titulaire.

Dans le cadre d'une résiliation pour faute notamment, il ne sera versé aucune indemnité et les prestations pourront être exécutées aux frais et risques du titulaire. Les prestations éventuellement engagées par le titulaire ne seront pas réglées.

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

17.1 – Force majeure

Sont considérés comme tels, tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendante de la volonté des parties et qui auraient pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenables du point de vue technique ou financier, en particulier les cas suivants : guerre, émeutes et mouvements populaires, inondations, calamités naturelles, coupures d'électricité et de gaz, contingentement du combustible, mesures gouvernementales ou administratives.

17.2 – Contestations et litiges

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner l'ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à Monsieur le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, place Beauvau, 75 800 PARIS Cedex 08.

Dans l'hypothèse où à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

La juridiction compétente pour les litiges éventuels relatifs à l'exécution du présent accord-cadre est le tribunal administratif de Lille.

En cas de titulaire étranger, les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62 039
59 014 LILLE Cedex

ou via le site <https://citoyens.telerecours.fr>

17.3 – Défaillance

Le titulaire sera considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter la prestation et/si les durées d'indisponibilité se sont multipliées.

En cas de défaillance totale ou partielle, le titulaire sera mis en demeure, par notification avec accusé de réception sur la plateforme des achats de l'État (PLACE), d'honorer ses engagements dans un délai de 48 heures. Passé ce délai, ou en cas de défaillance réitérée (3 fois maximum), la personne publique appliquera l'article 41 du CCAG-FCS.

17.4 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 18 – SERVICE ET CONSEIL

Le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, d'information et de mise en garde, sur le périmètre contractuel, notamment sur les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sûreté des personnes, des biens ou des informations et d'indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Ce devoir de conseil et d'alerte doit contribuer à l'amélioration de la performance du service, de qualité de service, de continuité d'exploitation, de sécurité et de mise à l'état de l'art et d'évolution.

ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations explicitées du présent acte sont apportées aux articles correspondants du CCAG-FCS.

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – arrêté du 30 mars 2021
<ul style="list-style-type: none">• 3.1• 5.2• 12.2.2• 12.3• 13.1• 13.2• 13.3	<ul style="list-style-type: none">• 4.1• 32.2• 10.2.3• 38• 14• 14• 45.1